POUR PROTESTER CONTRE LE TRANSFERT DE LA FACULTÉ DES SCIENCES EXACTES À AMIZOUR

Imposante marche des universitaires à Béjaïa

La vive tension qui règne à la Faculté des sciences exactes de Targa Ouzemour n'est pas retombée. Le communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique annonçant, il y a une semaine, le «gel» de la délocalisation de cette Faculté vers le nouveau pôle universitaire d'Amizour, objet de discorde entre les enseignants, les étudiants et l'autorité rectorale, n'a pas permis d'apaiser les esprits et renouer avec la sérénité en attendant les résultats du rapport de la commission dépêchée par le département de Tahar Hadjar pour se prononcer sur «le maintien ou la délocalisation de la Faculté en question».

Hier, pour la deuxième fois en l'espace de quinze jours, à l'appel du comité autonome, une imposante marche estudiantine à laquelle se sont joints des enseignants a été initiée à travers les rues de Béjaïa avec le même mot d'ordre réitérant l'exigence «d'annulation pure et simple de la décision du transfert de la Faculté vers le campus d'Amizour».

Plus d'un millier d'étudiants et d'enseignants ont pris part à la marche entamée à partir du campus de Targa Ouzemour vers le siège de la wilaya pour dénoncer «le comportement du recteur qui persiste dans sa logique de vouloir à tout prix transférer leur Faculté à Amizour». «Malgré l'instruction du ministère de surseoir au transfert de la Faculté des sciences exactes vers le campus d'Amizour, le recteur ne semble même pas respecter cette décision en attendant les résultats de la commission ministérielle. Le recteur continue à faire comme si de rien n'était. Alors qu'il devait se réunir dans la journée de dimanche pour discuter du préavis de grève que nous avons déposé, le recteur qui a justifié son absence à la réunion par une maladie, est allé accrocher une nouvelle plaque de la Faculté des sciences exactes au nouveau campus d'Amizour. C'est une grave provocation», se sont insurgés des enseignants protestataires rencontrés en marge de la manifestation.

Tout au long du trajet de la marche, brandissant des pancartes sur lesquelles l'on pouvait lire entre autres : «Non à la délocalisation de la Faculté des sciences exactes vers Amizour», «On veut un recteur pas un dictateur», «Halte aux intimidations des enseignants», les protestataires ont repris à tue-tête des slogans hostiles au recteur et réaffirmant leur refus de rejoindre le nouveau pôle d'Amizour. «La Faculté d'Amizour est loin de réunir encore les conditions de l'enseignement des sciences exactes.

Cette Faculté conçue pour recevoir les sciences juridiques n'est pas adaptée aux exigences d'un enseignement des sciences exactes. Contrairement à celle du campus de Targa Ouzemour qui réunit toutes les conditions, des laboratoires, des centres de recherche etc ; comment abandonner tout ce patrimoine pour rejoindre un campus en chantier, c'est tuer l'université de Béjaïa», ont rappelé en substance des étudiants et des enseignants participant à la marche. Par ailleurs, il convient de signaler que la commission dépêchée par le département de Tahar Hadjar s'est réunie durant plus de trois heures ces derniers jours avec les enseignants opposés au transfert de la Facultés des sciences exactes vers le pôle d'Amizour. Les enseignants protestataires ont exposé devant la commission ministérielle «l'argumentaire mettant en valeur les infrastructures du campus de Targa Ouzemour répondant aux exigences de l'enseignement des sciences exactes contrairement à celui d'Amizour. Une Faculté des sciences exactes ne peut être dissociée de celle de technologie. Aller à Amizour dans de telles conditions, c'est casser l'université de Béjaïa», note à ce sujet en substance l'un des enseignants présent à la réunion.

Photo : DR

A. Kersani

TAZMALT

La RN 26 fermée par des manifestants

Les infernales actions de fermeture de routes se poursuivent à travers les différentes localités de la wilaya, dans l'indifférence totale des autorités concernées. Hier encore pour la énième fois, c'est une autre importante voie de communication, la RN 26, reliant la wilaya de Béjaïa à celles de Bouira et Alger, qui vient d'être bloquée à la circulation automobile à hauteur de Tazmalt par les habitants de cette municipalité. Les habitants protestataires se plaignent du passage de la canalisation des eaux usées que réalise la municipalité de Tazmalt, rapporte une source locale. Comme à chaque radicale action de blocage de routes, ce sont des centaines d'usagers qui sont pris en otage durant de très longues heures dans d'immenses bouchons. Des automobilistes ont été contraints d'emprunter de très longs détours par des chemins de montagne pour s'extirper de ces bouchons monstres et rejoindre leurs destinations. Par ailleurs, les villageois de Tasga relevant de la municipalité de Timezrit ont procédé également, dans la journée d'hier, à la fermeture du siège de leur APC pour exiger l'amélioration des conditions de vie dans leur cité.

Les villageois en colère dénoncent, entre autres, le manque d'eau potable et la dégradation de la route menant vers leur cité.

A. K.

RELIZANE

Un comité pour évaluer l'emploi

Un comité local de l'emploi a été installé à Relizane, en marge d'une réunion consacrée à l'examen de la situation de l'emploi et des perspectives d'embauche à la faveur des différents dispositifs d'emploi mis en place par les pouvoirs publics au profit des jeunes chômeurs, avec ou sans diplômes.

Selon le chef de l'exécutif de la wilaya, ce comité va servir de cadre de concertation et de coordination entre les nombreux intervenants dans le secteur de l'emploi et de réceptacle à toutes les réflexions capables de stimuler le rythme de recrutement au niveau de la wilaya.

Ce comité sera également appelé à contribuer à la mise en place des conditions susceptibles de favoriser la création d'opportunités de travail au profit des jeunes en quête d'emploi au cours de la cérémonie d'installation de cette structure, composée de représentants des organismes publics d'emploi, des secteurs techniques et des structures financières. Ce comité a, par ailleurs, pour mission de «booster» les programmes d'emploi affectés annuellement à la wilaya, de faciliter l'exécution des dispositifs introduits à l'effet d'encourager le recrutement des jeunes ainsi que la promotion des initiatives locales en matière d'emploi.

L'autre mission dévolue à cette instance est la collecte d'informations relatives au secteur, notamment sur le plan de la demande et de l'offre, en sus des possibilités potentielles d'embauche garanties par les secteurs économique, administratif ou de services.

L'avènement de cette structure aura des conséquences positives sur le secteur de l'emploi du fait qu'elle va contribuer à une meilleure maîtrise des données relatives à ce secteur et à une meilleure organisation des organismes en charge de la création d'emploi et de leur intervention sur le terrain, a encore souligné le chef de l'exécutif.

A. Rahmane

COMMUNE DE CHÉTAÏBI (ANNABA)

Des élus défaillants

Les visites de travail et d'inspection des communes entamées par le wali de Annaba, Youcef Cherfa, quelques jours à peine après son installation à la tête de cette wilaya, se poursuivent avec l'implication des directeurs membres de l'exécutif de wilaya, des élus des collectivités locales et ceux de l'Assemblée populaire de wilaya.

Ces sorties sont à l'origine des questionnements que se posent les uns et les autres sur les mécanismes et fondements des méthodes de gestion. C'est que contrairement à ses prédécesseurs, l'actuel directeur de l'exécutif ne se suffit pas au constat des situations préjudiciables à la collectivité. Aux orientations qu'ils imposent dans l'amélioration de la gouvernance locale et de la gestion des collectivités, il ajoute les décisions et le suivi au jour le jour de leur application.

Dans les localités et agglomérations de la daïra de Chétaïbi qu'il a visitées ce dernier dimanche, il a insisté sur la nécessaire mutualisation de l'ensemble des moyens destinés à la réalisation des projets structurants. Et, à travers ses instructions aux édiles et aux membres de son exécutif, de garantir la bonne gestion des services communaux au profit de l'ensemble de la population. Le wali s'est attardé sur les chantiers des logements publics locatifs ou ruraux de la localité de Zaouia, de la station de relevage, du nouveau siège de la subdivision de l'hydraulique et celui portant réalisation de l'unité de la Protection civile au niveau du chef-lieu de la commune de Chétaïbi. Pour cette dernière, non opérationnelle huit années après le lancement des travaux pour cause de glissement de terrain, le Trésor public aurait investi 20 millions DA en pure perte dans deux études contradictoires. Ce qui n'a pas empêché le wali de souligner ses ambitions de créer les conditions favorables pour un développement harmonieux des structures à même de jouer le rôle de locomotive pour le développement socioéconomique local. Il faut dire que contrairement à Chorfa, El Eulma, Tréat et Oued El Aneb, la commune de Chétaïbi peine encore à développer une gestion performante, à assurer un service minimum pour les prestations communales au profit de la population et à faire face aux défis en relation avec la gouvernance et la mobilisation des ressources.

En fait la commune de Chétaïbi, véritable trésor naturel en sommeil, souffre de l'incompétence de ses gestionnaires. Ce que le wali n'a pas manqué de relever à chacune de ses interventions. Il a considéré comme inadéquate et contreproductive la composition socioéconomique de cette commune côtière. Et pour cause, rares sont les projets destinés à apporter un plus dans l'amélioration du cadre de vie des habitants ayant été achevés. Pire, tout est en retard y compris le Plan communal de développement (PCD) pourtant nanti d'un budget conséquent.

Le système de gestion de cette ville côtière mis en place par la wilaya apporte une vision globale du développement. Mieux, il encourage les acteurs et responsables de la gestion de la chose publique locale à mettre en œuvre des stratégies. Celles-ci auraient permis une gestion efficace des dossiers d'investissement et de là, augmenter les ressources financières. Et pourtant, Chétaïbi est inscrit sur plusieurs tablettes comme étant un pôle de développement d'excellence. Notamment les secteurs de la pêche, du tourisme et de l'hydraulique.

Le premier avait programmé la création de plusieurs sites pour le développement de l'aquaculture avec la création de centaines d'emplois. Le second a décroché la timbale en se positionnant au titre de zone de référence pour le développement du tourisme notamment au niveau de la baie Ouest, l'une des plus belles baies du monde, envahie présentement par des constructions illicites, situation déplorable dénoncée par le chef de l'executif qui a intimé, séance tenante, au P/APC l'ordre de les demolir sans délai. Avec la réalisation du barrage de Henkouche, le troisième aurait mis fin à la pénurie d'eau potable à laquelle font face les habitants de la commune et qui décourage le plus engagé des investisseurs.

A. Bouacha

SIDI-BEL-ABBÈS

Sortie d'une promotion de 294 agents de l'ordre public

Quelque 294 agents de l'ordre public viendront renforcer les effectifs de la Sûreté avec la sortie d'une promotion à Sidi-Bel-Abbès dans la journée d'hier.

La cérémonie de sortie de cette promotion s'est déroulée au Centre d'instruction de l'unité 306 de la police de l'ordre public, la même où ces agents ont suivi leur formation. Elle a été présidée par M. Fellagh Ali Benarbia, directeur de la police judiciaire de la Sûreté nationale, en présence des autorités locales civiles et militaires.

Cette promotion a été baptisée du nom du martyr du devoir feu Ariche Djilali ayant exercé à la Sûreté de Sfisef avant de tomber dans une embuscade tendue par les terroristes dans les environs de la petite localité isolée de Glamine, située dans la daïra de Sfisef, où il sera malheureusement assassiné le 21 septembre 2003.

A. M.